Annus XIV – Vol. XIV 15 Novembris 1922 Num. 16

# ACTA APOSTOLICAE SEDIS

## COMMENTARIUM OFFICIALE

**SUMMARIUM**

**Conventio cum republica Lettonise concordata**, p. 577.

**Acta Pii PP. XI:** Constitutio Apostolica, p. 582; Litterae Apostolicae, p. 584; Epistolae, p. 586.

**Acta SS. Congregationum:** *S. C. S. Officii:* Decretum excommunicationis, p. 593. - *S. C. Consistorialis:* Provisio Ecclesiarum, p. 594. - *S. C. Concilii:* Decretum excommunicationis, p. 594. - *S. C. de Propaganda Fide:* I. Decretum de praefectura apostolica de Lulua, p. 595. II. Epistola, de Praeside generali piae Unionis Cleri a missionibus, pro Hispania, p. 596. III. Nominatio, p. 597. - *S. C. Rituum:* I. Dioecesium Italiae et ins.: de festo S. Eusebii Episc. et Mart., p. 597. II. Romana: dubium, p. 598. - *S. C. pro Negotiis Ecclesiasticis Extraordinariis:* Decretum seu nominatio, p. 598. - *S. C. de Seminariis et de Studiorum Universitatibus:* Approbatio, p. 599.

**Acta Tribunalium:** *S. R. Rota:* Aegypti. Nullitatis matrimonii seu incidentalis de re iudicata, p. 600.

**Diarium Romanae Curiae:** Segreteria di Stato: Nomine. - Necrologio, p. 608.

ROMAE

TYPIS POLYGLOTTIS VATICANIS

MCMXXII

**Directio:** Palazzo della Cancelleria — Roma.
**Administratio:** Tipografia Poliglotta Vaticana. — Roma.

**Pretium annuae subnotationis.**
Pro Italia, Lib. 12. — Extra Italiam, *Frs.* 18.
Unius fasciculi, Lib. 2 —

«*Bis fere in mense* (Commentarium) *prodibit ac quotiescumque vel necessitas vel utilitas id postulare videbitur*» (Ex *Commentarii Officialis* ratione die 29 octobris 1908 edita).

# INDEX HUIUS FASCICULI

(An. XIV, n. 16 - 15 Octobris 1922)


PAG.

Concordat entre le Saint-Siège et le Gouvernement de Lettonie. - *30 maii 1922* . 577
Déclaration. - *30 maii 1922* . . . 581
Processo verbale. - *3 novembris 1922* 581

## ACTA PII PP. XI

CONSTITUTIO APOSTOLICA

*Ad supremae.* - Iaszoviensis. Erectionis Abbatiae Nullius. - *7 iunii 1922* . . . . 582

LITTERAE APOSTOLICAE

*Venetae Reipublicae.* - Templum Ss. Ioannis et Pauli, Venetiis, basilicae minoris titulo et privilegiis augetur. - *21 octobris 1922* 584

EPISTOLAE

I. *Le haut intérêt.* - Ad illustrem virum doctorem Murray Butler, praesidem Universitatis Columbianae, Neo-Eboraci: de restituenda Bibliotheca Lovaniensi. - *8 septembris 1922* . . . . . 586
II. *Nella imminenza.* - Ad Emum P. D. Petrum, tit. S. Chrysogoni, S. R. E. presb. card. Maffi, quem Legatum mittit Modoetiam, ad praesidendum Coetui Eucharistico archidioecesecos Mediolanensis. - *10 septembris 1922* . . . . . 587
III. *Quod super.* - Ad R. P. Paulum Dell'Olio, S. I., instituti Leoniani in urbe Anagnia moderatorem: anno vigesimo quinto exeunte ab eodem instituto condito. - *15 septembris 1922* . . . . . 588
IV. *Magnas quidem.* - Ad R. P. D. Hieronymum Thomé da Silva, archiepiscopum S. Salvatoris in Braallia, quinquagesimum sacerdotii annum acturum. - *31 septembris 1922* . . . . . 589
V. *Assai opportunamente.* - Ad Emum P. D. Petrum, tit. Ss. XII Apostolorum, S. R. E. card. La Fontaine, patriarcham Venetiarum: de parentalibus Antonii Canovae rite celebrandis. - *30 septembris 1922* . 590
VI. *Peculiari.* - Ad R. P. D. Aloisium Hickey, episcopum Providentiensem, quinquagesimo anno ab eadem dioecesi condita. - *6 octobris 1922* . . . . . 592

## ACTA SS. CONGREGATIONUM

### SUPREMA S. CONGREGATIO S. OFFICII

*Decretum.* - Excommunicatio nominalis et personalis fertur in sacerdotes Xaverium Dvořák et Ludovicum Svatoš. - *8 novembris 1922* . . . . . 593

### S. CONGREGATIO CONSISTORIALIS

PAG.

Provisio Ecclesiarum . . . . . 594

### S. CONGREGATIO CONCILII

Irrogatur excommunicatio speciali modo Apostolicae Sedi reservata in sac. Caietanum Gliozzo, dioecesis Pactensis. - Decreto. - *24 octobris 1922* . . . . . 594

### S. CONGREGATIO DE PROPAGANDA FIDE

I. *Decretum.* - Praefectura Apostolica de Lulua et de Katanga centrali curis O. F. M. Provinciae Belgicae addicitur. - *30 oct. 1922* 595
II. Epistola ad Emum P. D. Ioannem, tit. S. Mariae in Aracoeli, S. R. E. presb. card. Benlloch y Vivó, archiepiscopum Burgensem, renunciatum Praesidem generalem pro Hispania Piae Unionis Cleri a missionibus. - *14 octobris 1922* . . . 596
III. Nominatio . . . . . 597

### S. CONGREGATIO RITUUM

I. *Dioecesium Italiae huiusque insularum.* Festum S. Eusebii Vercellensis episc. et mart. ad ritum duplicem minorem elevatur. - *25 octobris 1922* . . . . . 597
II. *Romana.* - De lampadibus supra sepulcra defunctorum elucentibus in coemeteriis. - *30 octobris 1922* . . . . . 598

### SACRA CONGREGATIO PRO NEGOTIIS ECCLESIASTICIS EXTRAORDINARIIS

*Decretum.* - Nominatio Administratoris Apostolici Silesiae superioris in Polonia. - *7 novembris 1922* . . . . . 598

### S. CONGREGATIO DE SEMINARIIS ET DE STUDIORUM UNIVERSITATIBUS

Approbatio . . . . . 599

## ACTA TRIBUNALIUM

### S. ROMANA ROTA

*Aegypti.* - Nullitatis matrimonii (Musarelli-De Vannes). - Quaestionis incidentalis de re iudicata. - *20 iulii 1922* . . . . 600

## DIARIUM ROMANAE CURIAE

I. Segreteria di Stato: *Nomine* . . . . . 608
II. Necrologio . . . . . 608

Annus XIV - Vol. XIV 15 Novembris 1922 Num. 16

# ACTA APOSTOLICAE SEDIS

## COMMENTARIUM OFFICIALE

## CONCORDAT

ENTRE

## LE SAINT-SIÈGE ET LE GOUVERNEMENT DE LETTONIE

*Le Saint-Siège, représenté par Son Eminence le Cardinal Gasparri, Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté Pie XI, et le Gouvernement de Lettonie, représenté par S. E. Monsieur Zigfrids A. Meierovics, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:*

I. - La religion catholique sera librement et publiquement exercée en Lettonie et la personnalité juridique avec tous les droits, que le Code civil de Lettonie reconnaît aux autres personnes civiles, lui sera reconnue.

II. - Le Saint-Siège, en s'entendant avec le Gouvernement de Lettonie, et après que celui-ci aura remis à l'Archevêque l'église et l'immeuble dont parle l'art. VII, érige à Riga un Siège Archiépiscopal et donne à l'Archevêque de Riga un ou deux Evêques Auxiliaires. L'Archevêque et les Evêques seront de nationalité lettonne.

III. - Pour toutes les affaires ecclésiastiques l'Archevêché de Riga dépendra directement du Saint-Siège.

IV. - Le Saint-Siège avant de nommer l'Archevêque de Riga notifiera au Gouvernement de Lettonie le candidat qu'il a choisi

pour savoir si, du point de vue politique, le Gouvernement n'a pas d'objections à formuler contre ce choix.

V. - Avant d'entrer en fonctions, l'Archevêque prêtera entre les mains du Président de la République de Lettonie le serment de fidélité dans la forme suivante :

« Je jure devant Dieu et sur les Saints Evangiles, comme il « convient à un Evêque, de respecter et faire respecter par le « clergé le Gouvernement établi par la Constitution de la Répu- « blique de Lettonie et de ne rien entreprendre qui soit de nature « à compromettre l'ordre public ».

VI. - Le Saint-Siège, après entente avec le Gouvernement de Lettonie, reconstitue le Chapitre diocésain de Riga selon les prescriptions du Droit Canon.

VII. - La République de Lettonie de son côté s'engage :

*a*) à donner à Riga pour le culte catholique-romain une église cathédrale choisie par le Gouvernement et jugée convenable par l'Archevêque ;

*b*) à donner un immeuble convenable pour servir de résidence à l'Archevêque et au Chapitre avec les bureaux de la Chancellerie et du Consistoire.

VIII. - Les membres du Chapitre, les Curés et en général tous les ecclésiastiques sont nommés par l'Archevêque selon les normes du Droit Canon.

IX. - Les ecclésiastiques, à partir de l'ordre de sous-diacre inclusivement, sont exempts du service militaire et des autres fonctions civiques incompatibles avec la vocation sacerdotale, comme par exemple : jurés, membres du tribunal, etc.

X. - L'Eglise catholique a le droit de fonder et de maintenir ses propres écoles confessionnelles ; le Gouvernement de Lettonie s'engage à respecter le caractère confessionnel de ces écoles et, de son côté, l'Eglise s'engage à respecter toute loi sur les écoles privées, conforme à cet engagement du Gouvernement.

XI. - Pour la formation d'un clergé letton, un Séminaire ecclésiastique diocésain sera fondé selon les prescriptions canoni-

ques et sous l'autorité de l'Archevêque. La langue employée dans l'enseignement du Séminaire, sauf pour la philosophie et les matières ecclésiastiques, sera le letton.

Pour ce qui concerne la fondation d'un collège letton à Rome ou l'allocation d'un nombre déterminé de bourses à ceux des élèves que l'Archevêque voudra envoyer à Rome pour y faire des études ecclésiastiques supérieures, le Gouvernement letton s'entendra avec le Saint-Siège.

XII. - Vu le nombre encore insuffisant d'ecclésiastiques de nationalité lettonne, l'Archevêque aura le droit, pour une période de transition, de faire venir, selon les besoins, des ecclésiastiques de l'étranger, qui pourront librement exercer les fonctions dont ils seront chargés par l'Archevêque. L'Archevêque aura soin d'indiquer au Gouvernement de la République les noms de ces ecclésiastiques pour savoir si, au point de vue politique, le Gouvernement n'a pas d'objections à formuler contre eux. Les membres du Chapitre, les Doyens et les Curés titulaires doivent être citoyens lettons.

XIII. - La République de Lettonie ne mettra pas d'obstacles à l'activité, contrôlée par l'Archevêque de Riga, des associations catholiques en Lettonie, lesquelles auront les mêmes droits que les autres associations reconnues par l'Etat.

XIV. - Les eglises, chapelles, cimetières catholiques sont considérés comme propriété de l'Eglise Catholique en Lettonie; ils sont librement administrés par l'autorité ecclésiastique; ne peuvent être aliénés ou confisqués par qui que ce soit, ni destinés à d'autres usages contre la volonté de l'autorité ecclésiastique.

XV. - L'immunité des églises, chapelles et cimetières sera observée selon les normes du Droit Canon.

XVI. - Les propriétés de l'Eglise pourront être soumises aux impôts, comme les biens des autres citoyens, excepté les édifices destinés au culte divin, ainsi que le Séminaire, les évêchés et les presbytères.

XVII. - Les ecclésiastiques accusés d'avoir manqué aux obligations de leur état sacerdotal s'en justifient devant l'Archevê-

que ou ses mandataires. Du jugement épiscopal il ne peut être fait recours au jugement laïque.

XVIII. - Si des ecclésiastiques sont accusés près des tribunaux laïques de crimes prévus par le Code de Lettonie, l'Archevêque ou son délégué sera en temps opportun avisé et lui, ou son délégué, pourra assister aux séances des tribunaux et aux débats du procès.

XIX. - Les ecclésiastiques condamnés par jugement à la détention subiront leur peine d'arrêt dans un monastère. Dans les autres cas, les ecclésiastiques coupables subiront leur peine, comme les autres condamnés, après que l'Archevêque les aura privés de la dignité ecclésiastique.

XX. - La durée du présent concordat sera de trois ans, à partir de la date du dépôt de la ratification, et sera prolongée par renouvellement tacite d'année en année sauf dénonciation de six mois à l'avance.

En cas de dénonciation du Concordat, les immeubles dont parle le Concordat, avec leurs immunités, restent acquis à l'Eglise Catholique et les personnes visées par le Concordat rentrent dans le droit commun de Lettonie.

XXI. - Le présent Concordat sera ratifié par le Saint-Siège et par l'Assemblée Constituante de Lettonie.

XXII. - L'échange des ratifications sera effectué au Vatican, et le Concordat entrera en vigueur à la date de dépôt des ratifications.

*En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Concordat.*

Fait au Vatican, ce 30 de Mai 1922, en double exemplaire.

L. ✠ S.

Pierre Cardinal Gasparri.

Zigfrids A. Meierovics.

DÉCLARATION

Au nom du Gouvernement de la République de Lettonie, je déclare ce qui suit:

« Le Gouvernement de Lettonie accordera à l'Archevêque, aux Evêques, aux Membres du Chapitre un traitement suffisant pour leur permettre de vivre d'une manière digne de leur rang et en cas de divergence sur la quantité du traitement, le Gouvernement s'entendra avec le Saint-Siège. Il s'engage aussi à aménager l'immeuble dont il est mention à l'art. VII *b*) du présent Concordat. Les édifices et les fonds nécessaires pour la fondation d'un Séminaire ecclésiastique diocésain seront donnés par le Gouvernement de Lettonie et seront de même maintenues les autres allocations payées jusqu'au présent par le Gouvernement ».

Fait à Rome, ce 30 Mai 1922.

L. ✠ S. ZIGFRIDS A. MEIEROVICS.

---

*Essendosi tra la Santa Sede ed il Governo della Repubblica di Lettonia conchiusa e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritta nel giorno 30 maggio dell'anno corrente, una Convenzione per tutelare gli interessi religiosi dei Cattolici della Repubblica, oggi 3 Novembre 1922, Sua Eminenza il Signor Cardinale Pietro Gasparri, Segretario di Stato di Sua Santità, e Sua Eccellenza il Signor Germano Albat, Sottosegretario di Stato degli Affari Esteri della Repubblica di Lettonia, riuniti nelle camere del Palazzo Apostolico del Vaticano, previa lettura dei rispettivi Istrumenti di ratifica, li hanno trovati pienamente conformi in tutti e singoli i loro articoli. - In seguito di che, hanno entrambi proceduto allo scambio delle ratifiche medesime, ed in fede di tale Atto hanno sottoscritto di loro propria mano il presente processo verbale in doppio originale, apponendovi il sigillo delle loro armi.*

Roma, dal Palazzo Apostolico Vaticano, il 3 Novembre 1922.

L. ✠ S. PIETRO CARDINALE GASPARRI.

L. ✠ S. GERMAIN ALBAT.

# ACTA PII PP. XI

## CONSTITUTIO APOSTOLICA

### IASZOVIENSIS

ERECTIONIS ABBATIAE NULLIUS

### PIUS EPISCOPUS

SERVUS SERVORUM DEI

AD PERPETUAM REI MEMORIAM

Ad supremae Apostolicae Sedis solium, divina disponente clementia, evecti, inter plurimas et gravissimas Nostri pastoralis officii curas, eas potissimum amplectendas esse putamus, quae ad animarum bonum et christifidelium commodum magis in Domino conducere dignoscuntur.

Constat Nobis abbatiam, seu monasterium Sanctis Ioannis de castro *Jaszó*, in Tchecoslovachia, Ordinis Canonicorum Regularium Praemonstratensium, per octo iam saecula exsistens ac florens et egregiis monumentis artis conspicuum, haud pauca sibi acquisivisse merita, potissimum religionis cultu, animarum cura atque iuventutis institutione.

Cum vero nuper Abbas Iaszoviensis, approbante Procuratore Generali Ordinis Praemonstratensis, ab Apostolica Sede instanter petiisset, ut ad maius religionis incrementum, memoratum monasterium ad gradum abbatiae *nullius* eveheretur, Nos, quibus nihil potius est quam ut magis magisque foveantur quae ad religionem spectant, oblatis precibus ultro libenterque annuendum existimavimus.

Quapropter, collatis consiliis cum venerabilibus fratribus Nostris S. R. E. Cardinalibus Sacrae Congregationi Consistoriali praepositis, Apostolica auctoritate et suppleto, quatenus opus sit, quorum intersit vel sua interesse praesumant, consensu, monasterium Sancti Ioannis de castro *Jaszó* in abbatiam *nullius* Iaszoviensem nuncupandam erigimus, eamque Sanctae Sedi immediate subiicimus.

Ad territorium autem praedictae abbatiae constituendum, eidem quae sequuntur paroecias in perpetuum attribuimus, videlicet: paroeciam abbatiae exemptae in castro *Jaszó*, paroecias *Jaszó* (civitatis), *Debröd*, *Rudnok*, *Felsö-Mecenzéf*, *Jaszó-Mindszent* in dioecesi Rosna-

viensi; paroecias *Jaszó-Ujfalu, Lelesz, Kiralyhelmeć* dioecesis Cassoviensis, atque paroeciam *Nagy-Kapos* dioecesis Szathmariensis: quas proinde a dioecesibus, quibus hactenus erant incorporatae, definitive separamus ac seiungimus. Ecclesiam vero paroecialem Sancti Ioannis de castro *Jaszó,* servato titulo, ad statum et dignitatem ecclesiae abbatialis *nullius* extollimus, in eaque sedem abbatialem constituimus, cum omnibus privilegiis, honoribus, insignibus ac iuribus, quibus ceterae abbatiae *nullius,* iure vel legitima consuetudine fruuntur.

Super universam abbatiam, sic constitutam, regimen et iurisdictionem habeat Abbas Iaszoviensis pro tempore, qui sua iura et officia ad tramitem iuris communis et etiam constitutionum Ordinis Praemonstratensis exerceat. Itemque, quod attinet ad iura et obligationes Capituli abbatialis serventur quae in Codice iuris canonici et propriis constitutionibus praescribuntur.

Insuper pro Abbatis mensa, Capituli et Seminarii dote, divini cultus piorumque operum expensis, reditus et bona assignamus, quibus abbatia ipsa Iaszoviensis actu potitur, quaeque in posterum obtinebit.

Mandamus quoque ut dilectus filius Melchior Takacs, hodiernus Abbas Monasterii Iaszoviensis, sit et maneat primus Abbas *nullius* noviter erectae abbatiae, iis servatis, quae de Abbatis benedictione, fidei professione et iuramentis praestandis statuuntur.

Volumus praeterea ut omnia documenta et acta, quae respiciunt paroecias novae abbatiae attributas, quam primum fieri poterit a respectivis cuiusque Curiis dioecesanis ad eamdem abbatiam Iaszoviensem transmittantur, ut in eius archivo asserventur.

Tandem Nobis et huic Sedi Apostolicae facultatem reservamus quamlibet dismembrationem vel novam ipsius abbatiae circumscriptionem libere decernendi.

Quae autem hisce Litteris, Apostolica auctoritate, a Nobis decreta sunt, nulli hominum, ullo unquam tempore, infringere, aut iis repugnare, vel quomodolibet contraire liceat. Si quis, quod Deus avertat, hoc attentare praesumpserit, sciat obnoxium se evasurum esse poenis a sacris canonibus contra obsistentes exercitio ecclesiasticae iurisdictionis statutis.

Ad haec autem exsecutioni mandanda deputamus venerabilem fratrem Clementem Micara, Archiepiscopum titularem Apamensem et Nuntium Apostolicum in Tchecoslovachia eique necessarias huic negotio facultates tribuimus, etiam subdelegandi alium virum in ecclesiastica dignitate constitutum, ac definitive sententiam dicendi de quavis occurrente difficultate vel oppositione, imposito onere Romam ad Sacram

Congregationem Consistorialem intra sex menses, fidem, authentica forma exaratam, absolutae exsecutionis huius Nostri mandati transmittendi. Decernimus denique has praesentes Litteras valituras contrariis quibuslibet, etiam peculiari et expressa mentione dignis, minime obstantibus.

Datum Romae apud Sanctum Petrum, anno Domini millesimo nongentesimo vigesimo secundo, die septima mensis iunii, Pontificatus Nostri anno primo.

✠ C. Card. DE LAI, *Episc. Sabinen.*
*S. Congr. Consist. Secretarius.*

O. Card. CAGIANO
*S. R. E. Cancellarius.*

Raphaël Virili, *Protonotarius Apostolicus.*
Ludovicus Schüller, *Protonotarius Apostolicus.*

Loco ✠ Plumbi.

*Reg. in Canc. Ap., vol. XXV, n. 52.*

## LITTERAE APOSTOLICAE

TEMPLUM SS. IOANNIS ET PAULI, VENETIIS, BASILICAE MINORIS TITULO ET PRIVILEGIIS AUGETUR.

### PIUS PP. XI

Ad perpetuam rei memoriam. — Venetae Reipublicae moderatores, pietate ducti erga religiosam familiam Fratrum Ordinis Praedicatorum tot tantisque meritis claram, assidua potissimum divini verbi praedicatione, anno MCCXXXIV erigendum curavere Venetiis templum Deo dicatum in honorem Sanctorum Martyrum Ioannis et Pauli. Haec autem sacra aedes, non modo molis amplitudine et structurae nobilitate, sed mirificis etiam artis operibus enitet. Exstat penes eam celeberrimum sacellum Beatae Mariae Virginis Rosarii, monumentum sacrum et civile gloriosae navalis victoriae Naupacti, per singulare et mirabile patrocinium obtentae Deiparae eiusdem Virginis, sub Rosarii titulo a Praedecessore Nostro Divo Pio V et a fidelibus totius christiani orbis assidua et ferventi prece invocatae. Abundat templum praedivite sacra supellectili et Fratrum Praedicatorum quotidianum ministerium maxime confert ad cultum divinum una cum fidelium devotione provehendum.

Insignes quoque reliquiae ibidem servantur religiose, quas inter accensentur corpora Sancti Donati et Beati Augustini a Bugella nec non pes Sanctae Catharinae Senensis. Saeviente teterrimo bello nuper composito, templum enunciatum gravi iactura percussum incendiariae ballistae ictu, mox instauratum, eorumdem Fratrum Praedicatorum cura, pristinum ad decorem rediit atque opportune et splendide in praesens patet ad sollemniter celebrandas festivitates faustissimi anni septies centenarii a pretiosa morte sancti Patris legiferi ac Fundatoris Dominici Gusmani, Confessoris.

Iamvero cum dilectus filius Alfonsus Gasperini, sacerdos, Prior Veneti conventus Ordinis Praedicatorum, sua suorumque religiosorum fratrum, itemque Venetorum civium vota precesque depromens, Nos suppliciter deprecatus sit, ut hoc templum praestantissimum ad Basilicae minoris titulum et dignitatem evehere dignaremur, ipsaeque preces tum Procuratoris generalis Ordinis Praedicatorum, tum Delegati Patriarchalis Veneti gravissimo sint commendationis officio communitae, Nos, animo repetentes gloriosas inclytae ipsius sacrae aedis memorias, optatis hisce annuendum ultro libenterque existimavimus. Quare, collatis consiliis cum venerabili fratre Nostro Antonio S. R. E. Cardinali Vico, Episcopo Portuensi et Sanctae Rufinae, sacrorum rituum Congregationi Praefecto, auctoritate Nostra Apostolica, tenore praesentium, templum Sanctorum Ioannis et Pauli, Venetiis, Basilicae minoris titulo ac dignitate cohonestamus cum privilegiis atque honorificentiis omnibus quae minoribus Almae huius Urbis Basilicis de iure competunt.

Porro haec concedimus, decernentes praesentes Litteras firmas, validas atque efficaces semper exstare ac permanere, suosque plenos atque integros effectus sortiri et obtinere, illisque ad quos pertinent sive pertinere poterunt, nunc et in posterum amplissime suffragari; sicque rite iudicandum esse ac definiendum, irritumque ex nunc atque inane fieri, si quidquam secus, super his, a quovis, auctoritate qualibet, scienter vel ignoranter attentari contigerit. Non obstantibus contrariis quibuscumque.

Datum Romae apud Sanctum Petrum, sub anulo Piscatoris, die XXI octobris anno MCMXXII, Pontificatus Nostri primo.

P. CARD. GASPARRI, *a Secretis Status.*

# EPISTOLAE

## I

AD ILLUSTREM VIRUM DOCTOREM MURRAY BUTLER, PRAESIDEM UNIVERSITATIS COLUMBIANAE, NEO-EBORACI: DE RESTITUENDA BIBLIOTHECA LOVANIENSI.

Monsieur le Président,

Le haut intérêt que le Saint-Siège a toujours porté à la création et à la conservation des bibliothèques et des Universités, l'habitude de presque toute Notre vie antérieure et la sollicitude particulière que Nos Prédécesseurs Nous ont léguée pour l'Université de Louvain, Nous font saluer avec une vive satisfaction tout ce qui concerne la prospérité et la splendeur de ce célèbre Institut. C'est vous dire qu'il Nous a été particulièrement agréable d'apprendre que vous avez constitué aux Etats-Unis un comité en vue de recueillir les fonds nécessaires pour reconstruire les bâtiments de la bibliothèque de cette illustre Université. Par une heureuse inspiration le dit comité se propose d'adresser un appel aux étudiants et aux écoliers de l'Amérique tout entière, leur demandant de souscrire chacun une obole pour l'œuvre. En vous félicitant de cette noble initiative, Nous aimons à penser qu'on répondra avec empressement à cet appel, de telle sorte qu'il soit donné de voir bientôt l'édifice de la bibliothèque de l'*Alma Mater* de Louvain atteindre et surpasser même son ancienne splendeur. Ce monument proclamera ainsi devant la postérité la générosité des étudiants américains, leur amour pour la Belgique et leur dévouement à la cause de la science et de la haute culture. Daigne le Seigneur couronner de succès vos efforts et exaucer les vœux que Nous formons pour votre prospérité et votre bonheur.

Rome, du Vatican, le 8 septembre 1922.

PIUS PP. XI

## II

AD E.MUM P. D. PETRUM, TIT. S. CHRYSOGONI, S. R. E. PRESB. CARD. MAFFI, QUEM LEGATUM MITTIT MODOETIAM, AD PRAESIDENDUM COETUI EUCHARISTICO ARCHIDIOECESEOS MEDIOLANENSIS.

Diletto figlio Nostro, salute ed apostolica benedizione. — Nella imminenza delle solenni assise eucaristiche, che nella città di Monza si appresta a tenere l'archidiocesi di Milano, con grandiosità di manifestazione pari alla fede ed alla pietà del popolo lombardo, il Nostro cuore, esultante ad ogni avvenimento di tal natura, non può esimersi da un senso di particolare soddisfazione, mista ad un certo nostalgico sentimento, per un convegno da Noi stessi vagheggiato e dal quale Ci promettevamo una delle più vive gioie del pastorale ministero sulla cattedra di S. Ambrogio e di S. Carlo. Nè lo spirito, che pure alla grande manifestazione sarà presente, nè il cuore, che desideroso ne invocherà da Dio il successo a incremento del culto e della pietà verso la Santissima Eucaristia, sarebbero perfettamente appagati, qualora non Ci fosse concesso di dare forma sensibile a questo Nostro spirituale intervento e di far sentire nella mistica assemblea una viva voce che del Nostro affetto sia l'interprete autorizzato e come l'eco fedele. Noi pertanto alla tua persona, diletto figlio Nostro, abbiamo rivolto lo sguardo e il desiderio in sì fatta circostanza; e delegando te a rappresentarCi in quel Congresso, sentiamo che nessuna parola potrebbe più eloquentemente e più nobilmente della tua ridire l'animo Nostro in quella adunanza, come nessun petto potrebbe meglio accogliere e più fervorosamente esprimere i sensi che albergano nel Nostro, dinanzi al nuovo so enne omaggio reso a Gesù in Sacramento dai Nostri prediletti figli e concittadini.

Recando tu al religioso convegno la Nostra parola, confortatrice di propositi e propiziatrice di superni lumi e conforti, vivo e caldo suonerà sul tuo labbro il paterno messaggio, che, nella festosa celebrazione eucaristica, confondendo in una fiamma la fede del Padre con quella dei figli, come anche la gratitudine dell'uno e degli altri per il dono supremo fatto da Gesù alla sua Chiesa, riaffermerà nel Sacramento dell'altare le supreme ragioni della fratellanza cristiana, cementata in quella carità universale ed intima, forte e benigna, di cui centro e fonte è la SSma Eucaristia, e in quella perfetta concordia di cui la

Eucaristia stessa - fraterno banchetto - è ad un tempo il simbolo per eccellenza, la più eloquente espressione e il più efficace fattore.

Con tale fiducia, che nel Nostro cuore è intensa gioia e sicura garanzia, invochiamo da Dio sul Congresso eucaristico diocesano, che sta per aprirsi a Monza, tutte le più elette grazie, e siamo felici già nel presentimento che la solenne adunata frutterà in molti cuori salutare risveglio di amore verso Gesù Cristo in Sacramento e di coscienza cristiana per un più alacre fervore di opere di carità e di personale santificazione, la prima e la più essenziale condizione per la elevazione ed il benessere della società e dei popoli. Ed affinchè tutto questo si avveri, impartiamo con grande effusione di animo l'apostolica benedizione a tutti coloro che hanno contribuito o contribuiranno al felice esito del Congresso, ed in primo luogo a te, diletto figlio Nostro, al Nostro venerabile fratello l'Arcivescovo di Milano, al suo clero, al suo popolo, ai congressisti tutti quanti.

Desiderando poi aggiungere splendore e motivo di maggiori vantaggi spirituali alle cerimonie religiose che avranno luogo nella memorabile circostanza, ti concediamo la facoltà, anzi ti diamo espresso incarico d'impartire, a coronamento di coteste assemblee eucaristiche, la benedizione papale con indulgenza plenaria da lucrarsi nella forma consueta della Chiesa.

Dal Vaticano, li 10 settembre 1922.

PIUS PP. XI

## III

AD R. P. PAULUM DELL'OLIO, S. I., INSTITUTI LEONIANI IN URBE ANAGNIA MODERATOREM: ANNO VIGESIMO QUINTO EXEUNTE AB EODEM INSTITUTO CONDITO.

Dilecte fili, salutem et apostolicam benedictionem. — Quod] nuper allatum est Nobis, annum quintum supra vicesimum proxime expletum iri a condito in urbe Anagnia Leoniano Instituto, id laeto libentique animo excepimus, quandoquidem de illo Collegio agitur, quod est Apostolicae huic Sedi arctissime coniunctum. Etenim iamdudum compertum habemus - idque meminisse iuvat - Institutum Leonianum Anagninum a Pontifice Leone XIII conditum et abunde dotatum fuisse pro Campaniae provinciae, quam romanam vocant, iuvenibus qui in spem sacer-

dotii succrescerent. Leonis vero munificentiam Pii X largitas imitata est; etenim cum Leonianum Collegium in Seminarium regionale pro dioecesibus Latii inferioris Ipse erexisset, factum est ut studiorum optimorum religionisque domicilium istud latius pateret novumque decus acquireret; conspicuis autem additis largitionibus, Pius X Institutum mirum quantum aluit atque provexit. Neque tamen benevolentiae studiive minus in Leonianum Collegium contulit Benedictus XV, quippe qui haud semel magnam pecuniae vim elargitus, gravibus Collegii necessitatibus, immani bello partis, occurrerit remediumque attulerit. Nostrorum igitur Decessorum, quos nuper memoravimus, vestigia Nosmet Ipsi persecuti, vix Pontificatu maximo divinitus suscepto, eam Anagnino Collegio stipem offerre properavimus, quae non solum adiumento foret, sed etiam benevolentiae Nostrae Nostrique studii clarum testimonium praeberet. Nunc vero peculiari iucunditate afficimur cum propitia adsit occasio paternam dilectionem Nostram erga Institutum illud confirmandi, quod tot tantosque fructus iam peperierit uberioresque etiam, sic, opitulante Deo, redditurum confidamus. Fausti igitur huius eventus laetitiam Nos quidem libenter participamus, atque bona cuncta ominati, vota suscipimus ut magis magisque in dies Collegium augeatur omnique prosperitate floreat. Quae quidem omina ac vota ut rata fiant in caelis, Deo omnium largitori bonorum preces fundimus, simulque tibi, dilecte fili, iis qui in moderando Instituto una tecum naviter adlaborant, omnibus, quotquot vel modo sunt vel antea fuere alumnis, apostolicam benedictionem, paternae caritatis Nostrae testem, effuso animo elargimur.

Datum Romae apud Sanctum Petrum, die XV mensis septembris MCMXXII, Pontificatus Nostri anno primo.

PIUS PP. XI.

## IV

AD R. P. D. HIERONYMUM THOMÉ DA SILVA, ARCHIEPISCOPUM S. SALVATORIS IN BRASILIA, QUINQUAGESIMUM SACERDOTII ANNUM ACTURUM.

Venerabilis frater, salutem et apostolicam benedictionem. — Magnas quidem gratias sospitatori Deo Nos tecum persolvimus, cum annum sacerdoti tui quinquagesimum acturus sis; eam enim tibi concessit usuram temporis et opportuna auxilia, ut, praeclaram tu operam pro salute ani-

marum diu impendens, facile tibi omnium devinxeris voluntates. Quod certe pulcherrimus est pastoralis diligentiae tuae fructus. Huc accedit singulare quoddam pietatis studium, quo non solum Apostolicam hanc Sedem colere, sed etiam quaecumque ab ea profecta sunt vel docenda vel agenda, eadem sedulo amplecti in usumque deducere consuevisti. Libenter igitur hac utimur occasione tuam ornandi egregiam sollertiam; et communem faustae rei laetitiam participantes, illud tibi precamur enixe, ut seros in annos te Deus incolumem istius gregis utilitati benigne conservare velit. Quo autem augustior simulque fructuosior haec sit recordatio, facultatem tibi damus sollemni eo die benedicendi populo, nomine Nostro, plenariam ei proponens admissorum veniam, usitatis Ecclesiae conditionibus lucrandam. Atque gratulationes Nostras et faustitatis vota apostolica benedictio comitetur, quam tibi, venerabilis frater, tuisque omnibus peramanter in Domino impertimus.

Datum Romae apud Sanctum Petrum, die XXIX mensis septembris MCMXXII, Pontificatus Nostri anno primo.

PIUS PP. XI

## V

AD EMUM P. D. PETRUM, TIT. SS. XII APOSTOLORUM, S. R. E. CARD. LA FONTAINE, PATRIARCHAM VENETIARUM: DE PARENTALIBUS ANTONII CANOVA RITE CELEBRANDIS.

Diletto figlio, salute e apostolica benedizione. — Assai opportunamente, fra le tante e svariate commemorazioni centenarie, si sta preparando quella dedicata all'immortale Antonio Canova, nel paese che gli dette i natali e che lo vanta come sua fulgida gloria.

Questo giusto tributo di riconoscenza all'insigne restauratore della scultura italiana ravviva infatti nell'animo Nostro il grato ricordo delle testimonianze religiose, che con la vasta sua opera egli lasciava in retaggio alla posterità, e rievoca pure, non senza compiacimento, la memoria delle prove di singolare considerazione e benevolenza che egli ebbe in ogni tempo da questa Sede Apostolica. Di tale predilezione invero ben lo resero degno le sue grandi benemerenze: non solo quelle notissime, che i suoi molteplici capilavori, i religiosi in ispecie e quelli consacrati a decoro della Santa Sede con la glorificazione dei suoi Pontefici, stanno tuttora ad attestare; ma altre ancora che, se meno cono-

sciute, non furono peraltro nè meno utili, nè meno importanti. Tali, ad esempio, l'opera da lui spesa prima a far ritornare alle loro sedi gli insigni monumenti passati oltr'Alpe in seguito alle guerre napoleoniche, e poi ad ottenere per essi una più efficace tutela mediante l'opportuna provvidenza delle leggi; tali, il suo zelo nell'iniziare quel Museo Lapidario che ebbe fondazione e nome dal Nostro Predecessore Pio VII; ad arricchire del suo, e con grande generosità, l'Accademia Romana di S. Luca; a favorire e proteggere gli artisti; sicchè nell'esercizio di queste e altre opere di virtù e di carità, confermando sempre nella pratica della vita la sua incrollabile fede di cristiano, lasciava alla storia il memorabile esempio di uno spirito altrettanto possente nel rappresentare il bello, quanto fervorosamente assiduo nell'operare il bene.

È ben giusto, pertanto, che alle prove di stima e benevolenza, che i Nostri Predecessori concedettero sempre in larga misura a quel grande artista, si unisca oggi anche il plauso della Nostra riconoscenza, che intendiamo di esprimere col prender parte alle prossime feste centenarie.

Ed affinchè questa Nostra partecipazione riesca, quanto è più possibile, viva e presente, a te, diletto figlio, abbiamo rivolto il pensiero, e te, in così bella circostanza, deleghiamo a rappresentarCi, come quelle che lo splendore della porpora, la dignità della sede e l'eloquenza della parola rendono più particolarmente indicato a farsi interprete del Nostro pensiero, ad elevare la voce autorevole che dirà la gratitudine della Santa Sede verso Antonio Canova e a riaffermare solennemente come la Chiesa Romana, in tutti i tempi, non abbia mai mancato di rendere omaggio ad ogni nobile manifestazione del vero, del buono e del bello.

Così le onoranze rese nel suo stesso tempio di Possagno ad Antonio Canova, Noi confidiamo ed auguriamo che abbiano a rivestire più particolare splendore, sempre più degno, cioè, della gloria e della virtù dell'artista, assurgendo in pari tempo alla doverosa significazione di un inno di lode e di ringraziamento al Creatore.

In questa sicura fiducia, t'impartiamo, o diletto figlio, con tutta l'effusione dell'animo Nostro, la benedizione apostolica.

Dato a Roma presso S. Pietro, li 30 settembre 1922, anno primo del Nostro Pontificato.

PIUS PP. XI

## VI

AD R. P. D. ALOISIUM HICKEY, EPISCOPUM PROVIDENTIENSEM, QUINQUAGESIMO ANNO AB EADEM DIOECESI CONDITA.

Venerabilis frater, salutem et apostolicam benedictionem. — Peculiari quadam animi iucunditate nuntium accepimus, primo adventantis mensis novembris dominico die, quinquagesimum annum a condita ista dioecesi sollemniter celebratum iri. Tuam Nos quidem gregisque tui sanctam laetitiam libenter partecipantes, una vobiscum debitas Deo gratias persolvimus tum quod huius temporis decursu tot tantisque beneficiis vos divina Providentia cumulaverit, tum quod isti filii dilectissimi acceptorum munerum se memores gratosque aeterno Numini usque praebuerint. Spatium autem praeteriti temporis conspicientibus, uberemqne fructuum copiam, quos operose collegistis, libenter intuentibus, laetissima Nobis spes affulget fore ut uberiores etiam in posterum, ad gloriam Dei animarumque utilitatem, in ista honoris tui sede fructus percipiantur. Id autem quo facilius eveniat, tibi, venerabilis frater, nec non clero populoque tuo apostolicam benedictionem peramanter in Domino impertimus, simulque facultatem facimus tum tibi tum singulis ditionis tuae curionibus vel aliis sacerdotibus a te designatis, semel impertiendae, dominico die quem supra memoravimus, benedictionis papalis cum indulgentia plenaria consuetis Ecclesiae conditionibus lucranda.

Datum Romae apud Sanctum Petrum, die v mensis octobris MCMXXII, Pontificatus Nostri anno primo.

PIUS PP. XI

# ACTA SS. CONGREGATIONUM

## SUPREMA SACRA CONGREGATIO S. OFFICII

### DECRETUM

EXCOMMUNICATIO NOMINALIS ET PERSONALIS FERTUR IN SACERDOTES XAVERIUM DVORAK ET LUDOVICUM SVATOS.

Quum certo constiterit et constet sacerdotes Xaverium Dvořák, archidioecesis Pragensis, et Ludovicum Svatoš, dioecesis Litomericensis, ad dissolutae schismaticae consociationis vulgo « Jednota » ***praesidium*** (quod vocant) iam pertinentes, suorum Episcoporum ac S. Sedis mandatis et praescriptionibus minime se subiecisse, Suprema haec S. Congregatio Sancti Officii, iuxta Decreta lata diebus 14 iunii et 19 augusti anni currentis, ad excommunicationem ***nominatim*** cum omnibus iuris effectibus in eos ferendam, aegre quidem sed pro suo munere inevitanter, compellitur.

Ne quis igitur amplius, cum detrimento suae salutis aeternae, ***eorum communicet operibus malignis,*** Suprema haec Sacra Congregatio, ad quam spectat fidei morumque integritati consulere, de expresso Ssmi Domini Nostri Pii Div. Prov. Pp. XI mandato, solemniter declarat atque edicit praefatos sacerdotes Xaverium Dvořák et Ludovicum Svatoš ***nominatim*** ac personaliter excommunicatione mulctari, e gremio Sanctae Dei Ecclesiae penitus eiici, omnibus publice excommunicatorum plecti poenis, ***vitandos esse*** atque ab omnibus fidelibus ***vitari debere.***

Curae erit Ecclesiarum Tchecoslovachiae Praesulibus decretum huiusmodi, quo efficaciore modo censuerint, ad fidelium sibi subditorum certam notitiam quamprimum deferre, eosque monere haud profecto genuinos Ecclesiae Sanctae Dei esse posse filios quotquot praefatis sacerdotibus in posterum scienter adhaereant.

Datum Romae, ex aedibus S. Officii, die 8 novembris 1922.

Aloisius Castellano, *Supremae S. C. S. Off. Notarius.*

# SACRA CONGREGATIO CONSISTORIALIS

## PROVISIO ECCLESIARUM

Ssmus Dñus Noster Pius divina Providentia PP. XI, decretis Sacrae Congregationis Consistorialis, has quae sequuntur Ecclesias de proprio singulas Pastore providit, nimirum:

*21 aprilis.* — Titulari archiepiscopali Ecclesiae Pariensi praefecit R. D. Aloisium A. De Mena, Vicarium Generalem archidioecesis Sancti Dominici, quem constituit Coadiutorem R. P. D. Adulphi Alexandri Nouël, Archiepiscopi Sancti Dominici.

*3 octobris 1922.* — Titulari episcopali Ecclesiae Axiopolitanae, R. D. Florianum Stan, Vicarium Generalem dioecesis Magno Varadinensis Ruthenorum.

*9 octobris.* — Titulari archiepiscopali Ecclesiae Chalcidensi, R. P. D. Ioannem Baptistam Fallize, hactenus Episcopum Elusanum.

— Titulari archiepiscopali Ecclesiae Sultaniensi, R. P. D. Albertum Bitter, hactenus Episcopum Dolichensem.

*10 octobris.* — Titulari episcopali Ecclesiae Loriensi, R. D. Ioannem Evangelistam Müller, Vicarium Apostolicum Sueciae.

— Titulari episcopali Ecclesiae Röskildensi, R. P. Ludovicum Brems, Vicarium Apostolicum Daniae et Islandiae.

*20 octobris.* — Titulari archiepiscopali Ecclesiae Myrensi, R. D. Antoninum Zecchini, Delegatum Apostolicum in Lettonia, Lithuania et Esthonia.

# SACRA CONGREGATIO CONCILII

IRROGATUR EXCOMMUNICATIO SPECIALI MODO APOSTOLICAE SEDI RESERVATA IN SAC. CAIETANUM GLIOZZO, DIOCESIS PACTENSIS.

## DECRETO

Nonostante che il sac. Gaetano Gliozzo sia stato da questa S. Congregazione del Concilio prima sospeso e poi dichiarato irregolare per violata censura, e finalmente anche rimosso dalla parrocchia di Fi-

carra, in diocesi di Patti, con rispettivi decreti 8 febbraio, 6 marzo e 5 aprile 1922, tuttavia egli ha osato continuare nell'esercizio del sacro ministero e dell'ufficio parrocchiale, mettendosi così in aperta ribellione con l'autorità ecclesiastica ed impedendone inoltre l'esercizio della relativa giurisdizione.

Allo scopo pertanto di riparare al pubblico scandalo e di richiamare l'infelice sacerdote a sensi di resipiscenza, questa S. Congregazione del Concilio con il presente decreto infligge al predetto Sac. Gaetano Gliozzo la scomunica *speciali modo* riservata alla Santa Sede, da contrarsi anche da coloro che comunicassero *in divinis* con il medesimo sacerdote.

Roma, 24 ottobre 1922.

D. Card. Sbarretti, *Prefetto.*

L. ✠ S.

G. Mori, *Segretario.*

---

# SACRA CONGREGATIO DE PROPAGANDA FIDE

## I

## DECRETUM

PRAEFECTURA APOSTOLICA DE LULUA ET DE KATANGA CENTRALI CURIS O. F. M. PROVINCIAE BELGICAE ADDICITUR.

Quo satius christiani nominis propagationi in nuper constituta Apostolica Praefectura de Lulua et de Katanga Centrali prospiceretur, attenta Fratrum Minorum Provinciae Belgicae sedula omnique laude digna in illius populi evangelizatione cura atque sollertia, auditoque Rmo P. Ministro generali O. F. M. eiusque praehabito consensu ac ceteris omnibus mature perpensis, Sacra haec Congregatio Christiano Nomini Propagando praeposita, supradictam novam Praefecturam Apostolicam laudatorum Patrum curae peculiari ratione committendam censuit, quod per praesens decretum statutum esse voluit.

Datum Romae, ex aedibus S. Congregationis de Propaganda Fide, die 30 octobris anni 1922.

G. M. Card. Van Rossum, *Praefectus.*

L. ✠ S.

✝ P. Fumasoni-Biondi, Archiep. Diocletan., *Secretarius.*

## II

## EPISTOLA

AD EM̃UM P. D. IOANNEM, TIT. S. MARIAE IN ARACOELI, S. R. E. PRESB. CARD. BENLLOCH Y VIVÓ, ARCHIEPISCOPUM BURGENSEM, RENUNCIATUM PRAESIDEM GENERALEM PRO HISPANIA PIAE UNIONIS CLERI A MISSIONIBUS.

Em̃e ac Revm̃e Domine,

Optimo sane consilio Hispanicae nationis sollertissimi Antistites, nuper Pampelone congregati, illud sibi curandum censuerunt ut Piae Unionis Cleri a Missionibus, iam in pluribus Hispaniae dioecesibus constitutae, Praeses supremus eligeretur. Cum autem, latis iuxta normas suffragiis peractoque scrutinio, Eminentiam Tuam Revm̃am ad id munus designarint, Sacra haec Congregatio Christiano Nomini Propagando, electionem istam libentissime adprobans, Te, Archiepiscopum Burgensem, Praesidem Generalem Unionis Cleri a Missionibus pro universa Hispania per praesentes constituit atque nominat, cum omnibus privilegiis ac iuribus tali officio adnexis.

Libenti animo, inquam; nam apud omnes quanto dilatandae fidei studio ferveas compertum est, cum praesertim Seminarium pro exteris Missionibus in tua archidioecesi Burgensi peropportune institueris. Magnopere, ergo, decet Te laudatae Unioni Missionali praeesse cum ex ea, tamquam ex fonte, opera omnia in commodum Missionum instituta, vitam et incrementum hauriant. Quae inter, primum locum obtinere oportet Opus Fidei Propagationis, cui, tamquam subsidiaria, proxime inserviunt Opus a S. Infantia nuncupatum ac Opus Sancti Petri Apostoli pro Cleri indigenae institutione.

Denique Eminentiae Tuae omina gratulationesque ex corde offerens, Deum omnipotentem rogo ut Te donis gratiae suae uberrimis cumulatissime ditet, ac diu sospitem incolumemque servet.

Datum Romae, ex aedibus S. Congregationis de Propaganda Fide, 14 octobris 1922.

G. M. Card. van Rossum, *Praefectus.*

L. ✠ S.

† P. Fumasoni-Biondi, Archiep. Diocletan., *Secretarius.*

III

NOMINATIO

Decreto diei 9 novembris Sacra Congregatio de Propaganda Fide ad suum beneplacitum renunciavit Praefectum Apostolicum Insularum Sancti Petri et Miquelonen. R. D. Carolum Heitz e Congregatione Spiritus Sancti.

---

# SACRA CONGREGATIO RITUUM

I

## DIOECESIUM ITALIAE HUIUSQUE INSULARUM

FESTUM S. EUSEBII VERCELLENSIS EPISC. ET MART. AD RITUM DUPLICEM MINOREM ELEVATUR.

Emus et Rmus Dominus Cardinalis Richelmy, Archiepiscopus Taurinensium, et Ioannes Baptista Gamberoni, Archiepiscopus Vercellensium, una cum omnibus eorum Suffraganeis sacris Praesulibus, necnon Archiepiscopi et Episcopi Sardiniae Insulae, Ssmo Domino nostro Pio Papae XI supplicia vota porrexerunt ut festum S. Eusebii Episcopi et Martyris, natione Sardi, diei decimaesextae decembris in Kalendario universalis Ecclesiae sub ritu semiduplici affixum, ad ritum duplicem minorem elevare dignaretur. Siquidem, ob invictam fidei catholicae confessionem, persequentibus Arianis, a Constantio principe, Scythopolim et inde in Cappadociam relegatus, martyrium passus, atque ob scripta adversus haereticos et praeclara gesta a sanctis Doctoribus Hieronymo et Ambrosio aliisque Patribus promerito laudatur.

Sanctitas porro Sua, eiusmodi supplicia vota ab infrascripto Cardinali Praefecto relata peramanter excipiens, enuntiatum festum S. Eusebii Episcopi et Martyris, in cunctis tantum Italiae huiusque Insularum Ecclesiis, sub ritu duplici minori in posterum celebrari mandavit: servatis Rubricis. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Die 25 octobris 1922.

✠ A. Card. Vico, Ep. Portuen. et S. Rufinae,
*S. R. C. Praefectus.*

L. ✠ S.

Alexander Verde, *Secretarius.*

## II

## ROMANA

DE LAMPADIBUS SUPRA SEPULCRA DEFUNCTORUM ELUCENTIBUS IN COEMETERIIS

Proposito dubio: « An aliquid obstet quominus lampades etiam « electricae ardeant supra sepulcra defunctorum in Christo quiescen- « tium in coemeteriis rite benedictis », Sacra Rituum Congregatio, audito specialis Commissionis voto, respondendum censuit:

« Non obstare in casu, *et ad mentem. Mens est*, ut haec lux, « sicut ornatus florum sepulcris appositus, non sit tantum officium « humanitatis et solatium vivorum, sed horum in carnis resurrectionem « et vitam aeternam, fidei catholicae testimonium et professio. Insuper « nullum afferri debet detrimentum supplicationibus, quae, iuxta dogma « catholicum, praecipue prosunt fidelibus defunctis, nempe sive altaris, « sive orationum, sive eleemosynarum sacrificia ».

Atque ita rescripsit ac declaravit die 30 octobris 1922.

✠ A. Card. Vico, Ep. Portuen. et S. Rufinae,
*S. R. C. Praefectus.*

L. ✠ S.

Alexander Verde, *Secretarius.*

---

# SACRA CONGREGATIO
# PRO NEGOTIIS ECCLESIASTICIS EXTRAORDINARIIS

## DECRETUM

EX AUDIENTIA SS.MI, DIE 7ª NOVEMBRIS 1922

Sanctissimus Dominus Noster Pius Div. Prov. Papa XI, quo aptius consuleret animarum bono pro ea parte dioeceseos Vratislaviensis, quae « Silesia superior » nuncupatur et intra limites ditionis Polonicae nunc continetur, decrevit peculiarem ibidem Administratorem Apostolicum

constituere. Id autem muneris eadem Sanctitas Sua deferre dignata est, ad nutum Sanctae Sedis, R. D. Augusto Hlond, ex Pia Societate Sancti Francisci Salesii, cum omnibus iuribus et privilegiis tali officio adnexis. Contrariis quibuscumque minime obfuturis.

Datum Romae, e Secretaria Sacrae Congregationis Negotiis Ecclesiasticis Extraordinariis praepositae, die, mense et anno ut supra.

F. Borgongini Duca, *Secretarius.*

---

# S. CONGREGATIO DE SEMINARIIS ET DE STUDIORUM UNIVERSITATIBUS

## APPROBATIO

Decreto Sacrae Congregationis de Seminariis et Universitatibus Studiorum, die 4 novembris 1922, approbatae sunt Constitutiones Seminarii Longobardi Ss. Ambrosii et Caroli de Urbe.

# ACTA TRIBUNALIUM

## SACRA ROMANA ROTA

### AEGYPTI

NULLITATIS MATRIMONII (MUSARELLI-DE VANNES)
QUAESTIONIS INCIDENTALIS DE RE IUDICATA

*Pio PP. XI feliciter regnante, Pontificatus Dominationis Suae anno primo, die 20 iunii 1922, Revmus P. D. Ioannes Prior, Decanus*, Ponens, *RR. PP. DD. Fridericus Cattani-Amadori et Ubaldus Mannucci, Auditores de turno, in causa* Aegypti, Nullitatis matrimonii *inter* Vincentium Musarelli, *actoris defuncti fratrem et heredem, repraesentatum per legitimum procuratorem Christophorum Astorri, advocatum, et* Mariam Aloisiam de Vannes, *conventam, contumacem, interveniente et disceptante in causa Promotore Iustitiae, sequentem tulerunt in gradu appellationis definitivam sententiam.*

Hector Musarelli et Maria Aloisia de Vannes, ambo catholici, die 22 decembris 1919 matrimonium inierunt, quod tamen intra septem menses, die nempe 26 iunii 1920, viro instante, nullum et irritum sententia iudiciali declaravit Curia Vicariatus Apostolici Aegypti, ob eiusdem viri consensus defectum, quia nimirum conditio ab ipso apposita verificata non fuerat. Vinculi Defensor, uti par erat, ad Sedem Apostolicam appellavit, atque ad actoris instantiam, ob causam urgentem, S. Congregationi de Disciplina Sacramentorum, ad normam can. 249 § 3, rem deferendam censuit.

Cum autem ipse actor intra viginti dies a lata sententia vita functus esset, S. Congregatio ad N. S. Ordinem causam remisit. Frater actoris eiusdemque heres, Vincentius Musarelli, cuius interest ut firma maneat sententia primi gradus ob effectus civiles, qui, ad tramitem legis civilis in Aegypto vigentis, a sententia tribunalis ecclesiastici pendent, petiit ut loco defuncti ad causam prosequendam admitteretur, « perchè, « scribit, la de Vannes continua a portare il cognome di Musarelli e « pretende diritti sull'eredità del defunto mio fratello, ma sopratutto

« perchè intendo di tutelare la memoria dello stesso caro defunto ed « insieme l'onore della mia famiglia dalle accuse ed offese fatte dalla « de Vannes ». Invocatum est ministerium Promotoris Iustitiae, quo instante simul cum Vincentio Musarelli, Maria A. de Vannes rite citata fuit per edictum, cum locus eius commorationis ignotus fuerit: nullum tamen responsum dedit.

Hisce in adiunctis, Iustitiae Promotor, re melius perpensa, de quaestione praeiudiciali primo agendum esse censuit, nempe, an sententia primi gradus vim rei iudicatae haberet, cui proposito libenter adhaesit Vincentii patronus. Iussit, itaque, D. Ponens ut dictus patronus sua iura deduceret, et Promotor Iustitiae animadversiones opportunas adiiceret sub dubii formula: « An sententia primi gradus, qua nullitas ma- « trimonii declarata fuit, vim rei iudicatae habeat quoad civiles matri- « monii effectus, in casu ». Quaestio haec incidentalis, itaque, Nobis nunc dirimenda proponitur.

In iure. - Non omnis sententia exsecutioni definitivae mandari potest, sed ea tantummodo quae in rem iudicatam transiit (can. 1917 *Cod. I. C.*). Res iudicata habetur ex duplici sententia conformi, vel ex unica sententia ubi nulla in iure conceditur appellatio (can. 1902, 3° - 1880), vel etiam ubi ius non obstat appellationi, sed haec tempore utili interposita non fuit (can. 1881), aut rite interposita coram iudice a quo, deserta fuerit coram iudice ad quem (can. 1902, 2°), sive ab appellante (cann. 1883-1886), sive a partibus litigantibus, qui nullum actum processualem per annum posuerint, quin aliquod obstiterit impedimentum (can. 1736), perempta videlicet instantia in gradu appellationis.

Res iudicata vera et iusta habetur praesumptione iuris et de iure, quae probationem in contrarium non admittit (can. 1904 § 1). Attamen reapse falsa et, quod ad partes ipsas attinet, quas inter ius facit (can. 1904 § 2), iniusta esse potest. Nam, licet qui appellare potest et tempore utili non appellat, sententiae latae consentire iure praesumitur, aliis omnino causis quam putata sententiae veritate et iustitia moveri potest ad appellationem praetermittendam; iudices quoque appellationis errare possunt sicut et iudices primi gradus quorum sententiam confirmant. Nihilominus legislator, qui in omni lege ferenda bonum commune quaerere debet, sententias hisce in adiunctis merito firmas et irrevocabiles esse voluit, quia boni publici magis interest ut controversiae inter subditos insolutae non maneant, quam quod in singulis casibus iudiciales sententiae veritati et iustitiae apprime congruant. « Senten- « tiae - ait Pichler, in lib. II, tit. 27, n. 20 - uti et praescriptionis, firmitas

« et auctoritas non fundatur in veritate huius praesumptionis, sed in « ordinatione legali et in bono publico, cum publice magis expediat « res iudicatas esse firmas, quam esse iustas ». Lex humana, videlicet, iura et officia singulorum, pro totius communitatis bono, certis limitibus iure meritoque circumscribit.

Quaedam autem sunt singulorum iura et officia, quae cum bono totius communitatis suapte natura tam intime connexa sunt, ut in iisdem tractandis veritatem et iustitiam obiectivam nunquam liceat posthaberi. De hisce agitur in causis quae de statu personarum fiunt, ex. gr. voto religionis adscripti, ordine sacerdotali insigniti, vel, quod nostram causam pressius attingit, vinculo matrimoniali alligati. Sententiae in huiusmodi causis latae nunquam transeunt in rem iudicatam (can. 1903), ac proinde actiones perpetuae sunt (can. 1701), et sententiae exsecutio, quoties haec concedi contingat, provisoria dici potest (can. 1989). Ad rem Sanchez, lib. VII, disp. 100, n. 1: « Quod in reliquis sententiis con- « sensus omittentis debito tempore appellare, possit aliquid operari, ac « eo ipso quod non appellat, videatur consentire. Ex quo consensu sen- « tentia vires rei iudicatae assumit, cap. ***Quoad consultationem, De sen- « tent. et re iudic.***, ibi; cum per hoc videatur, per interpretationem iuris, « latae sententiae paruisse. At in causa coniugali nequit consensus omit- « tentis appellationem efficere, ut matrimonium cum impedimento diri- « menti initum sit validum, vel ut legitime contractum dissolvatur. Quare « sententia per errorem decidens illud esse validum, vel hoc dissolven- « dum, nulla ratione assumere potest vires rei iudicatae, sive quod bis « confirmata sit, sive quod ab ea non appellans censeatur consentire. « Quia sententia illa, transiens in rem iudicatam, foveret peccatum, sepa- « rando veros coniuges, vel uniendo eos qui tales esse nequeunt. At nul- « lum vinculum, quantumcumque multiplicatum, potest firmare actum, « ex quo peccatum consurgit ».

Attamen, regula generalis, qua statuitur sententiam circa matrimoniale vinculum seu de statu coniugati in rem iudicatam non transire, locum non habet ubi vinculum per mortem alterutrius coniugis iam dissolutum est. Codex enim recens editus hac in re veterem disciplinam renovat, quae proinde interpretationem accipere debet a probatis auctoribus ad normam can. 6 eiusdem Codicis. Unanimiter autem docent auctores, tunc tantummodo sententiam in causa matrimoniali in rem iudicatam transire non valere, ubi eiusdem observantia peccatum foveret, quod per consensum partium impediri non possit. Huic videlicet principio innixi, quod sententia irrevocabilis esse nequit, quae peccatum nutriret, ad conclusionem devenerunt causas matrimoniales in rem

iudicatam transire non posse, quia sententia fallibilis, forte falsa, veros coniuges fortasse separaret vel eos qui coniuges esse nequeunt uniret. Si decretum humanum iustum et firmum dici nequeat, quod occasionem vel statum peccati induceret, id a fortiori obtinet in casu ubi decretum humanum est simul ecclesiasticum, quia talis ordinatio supremo societatis Ecclesiae fini, saluti nempe animarum, directe contraria esset. Ita Reiff., lib. II, tit. 27, n. 120: « Ceterum, dictum istud quod sententia « in causa matrimoniali non transeat in rem iudicatam, tunc solum- « modo procedit, quando ex illius sententiae observantia nutritur pec- « catum, quod utriusque partis consensu non potest impediri, nec tolli « quoad culpam ». Similiter Sanchez, supra citatus, lib. VII, disp. 100, n. 1; Pirhing, lib. II, tit. 27, n. 52; Pichler, eod. tit., n. 15; Schmalzgr., lib. IV, tit. 18, n. 27; Gasparri, vol. II, n. 1507; Mansella, *De impedim. matrim. diriment.*, part. I, cap. 6, art. 5, n. 2.

Ubi deest, igitur, periculum peccati ex observata sententia, ut in casu mulieris quae per mortem coniugis liberae vadit ad alias ineundas nuptias, causa matrimonialis communi iuris dispositioni subiicitur quoad definitivam controversiae definitionem. Haec iuris communis dispositio enuntiatur in can. 1902: « Res iudicata habetur ... 2° Senten- « tia intra utile tempus non appellata; aut quae licet appellata coram « iudice a quo, deserta fuit coram iudice ad quem ». Tempus autem utile ad appellationem faciendam est spatium decem dierum a notitia publicationis sententiae (can. 1881); ad eamdem vero prosequendam coram iudice ad quem conceditur spatium unius mensis, « nisi iudex a « quo longius tempus ad eam prosequendam praestituerit ».

In facto. - De ipso matrimoniali vinculo, prout de eodem in prima causae instantia actum fuit, quaestio iam esse non potest: vinculum enim per viri mortem iam dissolutum est, et nonnisi de eo nunc quaeri potest, quatenus causa exstiterit, vel secus, quorumdam effectuum civilium. - Vincentius Musarelli, qui loco fratris sui defuncti, cuius heres est, firmitatem sententiae primi gradus tueri conatur, de eo dumtaxat se sollicitum praebet, ne Aloisia de Vannes illam hereditatis portionem capiat quae ad legitimam uxorem de iure spectaret, ne ipsa familiae suae cognomen ferat, etc., prout in libello N. S. Tribunali a se oblato declarat. Incidenter videlicet orta est praesens quaestio de vinculo ex controversia, quae inter praetensos defuncti heredes post eiusdem obitum fervet. Unde competens esset tribunal ecclesiasticum dictam quaestionem dirimere, etiamsi utroque coniuge vivente non fuisset accusatum matrimonium (can. 1972). Ad Nos, tamen, non spectat declarare

quinam sint effectus matrimonii civilis, ad normam can. 1016: « Baptiza-« torum matrimonium regitur iure non solum divino, sed etiam canonico, « salva competentia civilis potestatis circa mere civiles eiusdem matri-« monii effectus ». Sed nec ipsa potestas civilis, iuxta legem in Aegypto vigentem, rite procedere potest, donec constet ex sententia tribunalis ecclesiastici, an mulier de Vannes coniux fuerit defuncti viri Hectoris Musarelli, an non. Ad rem scribit Pro-Vicarius generalis huius Vicariatus Apostolici: « Qui in Egitto il matrimonio ecclesiastico è riconosciuto « dall'autorità civile, sia locale che straniera. In base a questo privile-« gio, un italiano che si sposa in Chiesa, non ha che presentare il sem-« plice documento di contratto matrimonio, firmato dal parroco, perchè « senz'altra formalità venga il suo matrimonio riconosciuto dal Conso-« lato italiano, e subito inscritto nei registri consolari. Tale è il caso « del matrimonio Musarelli-de Vannes; fu cioè un matrimonio contratto « solo in Chiesa; per opera poi della de Vannes, il documento di questo « matrimonio, firmato dal parroco, fu presentato al Consolato d'Italia « in Cairo, e in conseguenza venne questo matrimonio inscritto sui « registri consolari. Il Consolato d'Italia in Cairo fu a suo tempo infor-« mato che in questa Curia di Alessandria questo stesso matrimonio « era, per regolare processo, attaccato di nullità; copia ancora della « nostra sentenza di nullità di questo matrimonio fu trasmessa a quella « autorità consolare, la quale ora a sua volta aspetta conferma della « nostra sentenza da Roma, onde annullare dai suoi registri l'iscritto « atto del matrimonio in parola, e liquidare inoltre tra i legittimi eredi « la successione del defunto Ettore Musarelli ».

Extra controversiam est Aloisiam de Vannes nec appellationem interposuisse, nec eam prosecutam fuisse. Appellatio autem a Vinculi Defensore facta, quam ipse dein prosecutus est coram iudice ad quem, mulieri etiam suffragabatur iuxta canonem 1888: « Si unus ex pluribus « correis aut actoribus sententiam impugnet, impugnatio censetur ab « omnibus facta, quoties res petita sit individua aut obligatio solida-« lis ». Res enim petita erat declaratio nullitatis vinculi, cuius validi-tatem rea conventa ac Vinculi Defensor pariter tuebantur. Eatenus, tamen, Aloisia de Vannes appellasse et appellationem prosecutam esse censeri potest, quin ullum actum proprium posuisset, quatenus de facto Vinculi Defensor et appellavit et appellationem prosequebatur. Ex aula vero recedente Vinculi Defensore post mortem alterius coniugis, nemo erat qui appellationem ulterius prosequeretur: non ille, qui appellatio-nem deseruit, prout de iure deserere debuit; neque ipsa rea conventa, quae eo tantum appellationem prosequi censebatur, quatenus correa

fuerat Vinculi Defensoris, et eiusdem ministerio egisse aestimabatur. Hoc, itaque, appellationem deserente, et ipsa conventa eamdem deseruisse videtur.

Attamen, per recessum Vinculi Adsertoris instantia nondum finita dici debet, sed potius interrupta, ad normam canonis 1733, ubi legitur: « Si pars litigans moriatur, aut cesset ab officio cuius ratione agit: « 1° causa nondum conclusa, instantia interrumpitur, donec heres de- « functi aut successor litem instauret ». Termini huius canonis, stricte loquendo, casui nostro non congruunt; aequitatis tamen gratia, et analogiae circumstantiarum praesenti causae aptandos esse censemus. Ab initio enim causae duo quaerebat actor: primo et principaliter libertatem a vinculo, secundario et accessorie liberationem a civilibus vinculi effectibus, qui ab eodem necessario pendebant. Satis autem erat ei primum in foro ecclesiastico sibi vindicare, ut et alterum, vi ipsius definitivae sententiae ecclesiasticae, a potestate civili aegyptia subinde consequeretur. Defuncto autem actore, de quaestione circa vinculum, quod morte dissolutum fuit, directe agi non poterat, sed indirecte tantum, quatenus causa fuerit, vel secus, quorumdam effectuum civilium, quos inter eminebat distributio defuncti hereditatis, quae sequestro supposita fuit a potestate civili. Actoris defuncti frater et heres, itaque, Tribunali N. se nunciavit tanquam fratris successorem in lite prosequenda, ut effectus vinculi civiles nulli haberentur. Eo videlicet contendebat, ut appellatio contra sententiam primi gradus evacuaretur, ob rationes sive extrinsecas, seu leges quibus regitur iudicialis processus, sive etiam intrinsecas, per aliam nempe sententiam priori conformem, qua decisio super causae merito exsecutioni mandari posset.

Ex altera parte, rea conventa actori resistebat, sive quoad vinculi nullitatem declarandam, sive quoad effectus vinculi civiles, quos sartos tectosque voluit. Sua iura, vero, quoad utrumque, adaequate defensa vidit, ope ipsius legis, qua iniunctum est officium Vinculi Defensori petitionem actoris quoad vinculum impugnandi, et contra sententiam huic forte favorabilem ad superius tribunal provocandi (can. 1986). Causa enim non erat de iis, in can. 1990 enumeratis, quae ob evidentiam rei facilius apparentem, unica sententia absolvi possunt, et in quibus vinculi Defensor ad appellandum non cogitur (can. 1991). Defensio autem iurium reae conventae, in appellationis gradu, usque ad mortem viri sui, a ministerio legis ipsi concessa, per Vinculi Defensoris ex aula recessum incontinenter ipsi defuit, et nonnisi per se vel per procuratorem ab ea deputatum iura sua ulterius tueri poterat. Coniugis superstitis, quidem, ut plurimum, non interest in foro ecclesiastico litem matrimonialem

prosequi post vinculum dissolutum, quia effectus civiles matrimonii a iudice ecclesiastico de more non pendent. Aliter autem accidit in casu nostro ob peculiarem legem civilem, supra memoratam, qua Itali obligantur, qui regionem aegyptiam incolunt. Isti, itaque, potius praesumendi sunt causam quoad effectus civiles prosequi velle. Iniuste autem repelleretur rea conventa a lite prosequenda ex eo quod appellationem post primo notificatam sententiam Vicariatus Apostolici interponere neglexerit, cum iuri suo quoad vinculum eiusque effectus satis prospectum fore probe noverit per ipsam legis dispensationem, qua officium Vinculi Defensori imponitur idem in gradu appellationis adserendi (can. 1986); ac, utpote correa huius Officialis, et ipsa rea conventa sententiam primi gradus impugnasse censenda erat, licet coram N. S. Tribunali non steterit. Per cessationem muneris Vinculi Defensoris, itaque, instantia haud finita est, sed potius interrupta, ad analogiam casus in can. 1733 supra relati.

Huiusmodi casus, vero, in gradu appellationis regitur can. 1885, quo statuitur: « § 1. Si casus de quo in can. 1733 contigerit intra ter« minum ad appellandum utilem, sed antequam appellatio interposita sit, « sententia debet iis quorum interest denuntiari, eisque concessi intelli« guntur termin a iure statuti a die denuntiationis computandi. § 2. « Si contigerit postquam fuerit appellatum, appellatio interposita eisdem « denuntietur, in quorum favorem a die denuntiationis denuo currere « incipit tempus utile ad appellationem prosequendam ».

Altera, itaque, sententiae denuntiatio post obitum actoris facta fuit per edictum Revmi Vicarii Apostolici Aegypti, ad instantiam Promotoris Iustitiae et fratris defuncti actoris, Vincentii Musarelli, nomine ipsius eiusque sororis, utpote defuncti heredum, die 28 septembris 1921, « affinchè la signora de Vannes ne abbia legale notizia ». Refert, praeterea, dictus Vicarius Apostolicus: « Per otto giorni, conforme il mio « decreto, dal 28 sett. al 6 ott., fu affissa questa pubblicazione alle porte « di questo Vicariato (can. 1720). Passati gli otto giorni suddetti, e dopo « di essi anche altri dieci susseguenti giorni, non comparve in Curia « la signora Maria Luisa de Vannes, nè si è ricevuto nessun appello « da essa contro la suaccennata sentenza ».

Quaestio fieri potest an temporis spatium reae conventae concedendum sit decem dierum ad appellationem interponendam coram iudice a quo, iuxta can. 1885 § 1, vel potius triginta dierum ad appellationem prosequendam coram iudice ad quem, iuxta § 2 eiusdem canonis; siquidem, utpote correa Vinculi Defensoris qui appellavit, et ipsa, ad tramitem can. 1888, sententiam primi gradus impugnasse censenda est. Videretur

potius agi de prima hypothesi in casu, seu de appellatione interponenda, ut arguitur ex can. 1888, ubi distinguitur inter eum qui reapse ***appellavit*** et correos, qui non appellarunt, sed sententiam impugnasse censendi sunt, quoties res petita sit individua aut obligatio solidalis. Rea conventa revera non appellavit, et discedente Vinculi Defensore, nemo coram Tribunali stetit ad appellationem prosequendam. Attamen, etiam in secunda hypothesi, quod per denunciationem sententiae factam a defuncti herede, qui nullam habuit partem in prima litis instantia, occasio reae conventae fieret appellationem prosequendi post interruptam instantiam, patet lapsum fatalium rem iudicatam contra eamdem induxisse; nam. non solum triginta dies, sed plus quam sex menses a die denunciatae sententiae elapsi sunt, et mulier iudici appellationis nullatenus se nunciavit.

Dispositio iuris de instantiae peremptione in gradu appellationis (can. 1736), quam invocavit Promotor Iustitiae, casui nostro applicari nequit, quia locum habet tantummodo ubi ***nullus actus processualis*** per spatium unius anni a quocumque positus fuit, quod in casu nostro non est verificatum.

Quibus omnibus in iure et in facto perpensis, Nos infrascripti Auditores de turno, pro tribunali sedentes et solum Deum prae oculis habentes, Christi nomine invocato, dicimus, declaramus et definitive sententiamus, ad propositum dubium respondentes ***affirmative,*** seu ***sententiam primi gradus, qua nullitas matrimonii declarata fuit, vim rei iudicatae habere quoad civiles matrimonii effectus, in casu.*** Statuimus, praeterea, expensas iudiciales a D. Vincentio Musarelli solvendas esse.

Ita pronunciamus, mandantes Ordinariis locorum et ministris tribunalium ad quos spectat, ut exsecutioni mandent hanc nostram definitivam sententiam ad tramitem tit. XVII, lib. 4, Cod. I. C., et adversus reluctantes procedant ad normam ss. canonum, et praesertim cap. 3, sess. 25, *De Reform.*, Conc. Trid., et can. 1924 Cod. I. C., iis adhibitis exsecutivis et coërcitivis mediis, quae magis opportuna et efficacia pro rerum adiunctis exstitura sint.

Romae, in sede Tribunalis S. R. Rotae, die 20 iunii 1922.

Ioannes Prior, Decanus, *Ponens.*
L. ✠ S. Fridericus Cattani-Amadori.
Ubaldus Mannucci.

Ex Cancellaria, 12 augusti 1922.

T. Tani, *Notarius.*

# DIARIUM ROMANAE CURIAE

## SEGRETERIA DI STATO

### NOMINE

Con Biglietti della Segreteria di Stato, il Santo Padre si è degnato di nominare:

*25 ottobre 1922.* Monsig. Antonino Zecchini, Arcivescovo titolare di Mira, già Visitatore Apostolico dei Paesi Baltici, *Delegato Apostolico nella Lettonia, Lituania ed Estonia.*

*7 novembre* » L'Emo sig. Card. Camillo Laurenti, *Protettore delle Suore delle Scuole, del Terz'Ordine Francescano, di Maribor (Lavant).*

*9* » » L'Emo sig. Card. Francesco Ragonesi, *Protettore delle Suore Mercedarie di Carità, di Granata.*

» » » Monsig. Tommaso Esser, Vescovo titolare di Sinide, i Monsig. Ubaldo Mannucci e Andrea Jullien, Prelati Uditori della S. R. Rota, e il Revmo P. Giustiniano Serèdi, O. S. B., *Consultori della Pontificia Commissione per l'interpretazione del Codice di Diritto Canonico.*

## NECROLOGIO

*27 ottobre 1922.* Monsig. Ippolito Ulivelli, O. F. M., Vescovo tit. di Ortosia, Vicario Apostolico del Chaco.

*28* » » Monsig. Modesto Everaerts, O. F. M., Vescovo tit. di Tadama, Vicario Apostolico dell'Hu-pé occiduo-meridionale.